

A

Le

Nous, enseignant(e)s de l'école de àréuni(e)s ce jour, refusons collectivement le Pacte Ndiaye et sa mise en œuvre. Nous demandons son retrait.

En effet, pour bénéficier de primes, nous devrions accepter des tâches supplémentaires, des missions qui alourdissent la charge de travail déjà trop importante, au premier rang desquelles « ***assurer les sessions hebdomadaires de soutien ou d'approfondissement en français ou en mathématiques qui seront mises en œuvre pour tous les élèves de 6e à la rentrée et participer au dispositif Devoirs faits (accompagnement au travail personnel), notamment en classe de 6e*** »

Nous sommes enseignant(e)s du premier degré, nous refusons de devenir interchangeables en acceptant des missions dans le second degré.

Avec le pacte, nous constatons :

- qu'il faudrait accepter de travailler plus pour perdre moins ;
- que les missions du Pacte placent les personnels dans des situations de concurrence ;
- que c'est une attaque sans précédent contre nos statuts et contre l'école publique.

Avec l'ensemble des organisations syndicales de l'Education nationale, nous refusons le Pacte. « *Nous revendiquons de véritables augmentations salariales en particulier par l'augmentation du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation.* »

Nous exigeons une revalorisation immédiate et inconditionnelle, à minima à hauteur de l'inflation pour commencer.